

### Quelles solutions appliquer immédiatement ?

Trois mesures paraissent urgentes à l'échelon mondial :

a) Les firmes agrochimiques pourraient proposer, d'un commun accord avec les nations, et soutenir avec l'accord de l'OMS, des normes et réglementations (y compris l'étiquetage) pour les produits phytosanitaires, normes qui seraient valables pour tous les pays.

b) Les solutions « IPM », « alternatives » ou mieux « durables » (*sustainable*) devraient faire l'objet de protocoles et d'applications pratiques qui ne les pénalisent pas *a priori*, comme c'est très souvent le cas jusqu'à présent.

c) Les mesures prises et les résultats obtenus feraient l'objet d'une publication régulière, sous le contrôle de l'OMS et de la FAO. La rédaction de cette revue devrait s'engager à publier les observations et critiques justifiées des lecteurs. Même si aujourd'hui encore, un tel programme peut sembler utopique, la conscience de l'ensemble de l'opinion publique est capable de « prendre en masse » et de le rendre rapidement crédible.

Ses conditions de réussite sont :

- il ne faut plus présenter l'utilisation de pesticides comme « un mal nécessaire », mais comme un « risque calculé »

dont il ne faut pas occulter certains paramètres ;  
 - l'accès aux informations de toute nature doit se doubler d'une éducation et d'une formation généralisées et objectives des utilisateurs et des consommateurs de tous les pays ;  
 - il faut encourager partout le choix de produits présentant le minimum de risques pour l'homme et surtout pour l'environnement ;  
 - il faut choisir des normes de contrôle et de surveillance qui tiennent compte à la fois de la toxicologie et de l'écotoxicologie, en priorité absolue sur d'autres critères (par exemple, sur la possibilité de détection) ;  
 - aux niveaux français et européen (d'importants efforts sont réalisés à Bruxelles pour une harmonisation européenne), les organismes à mettre d'accord pour lancer une telle action seraient l'Union internationale de la protection des plantes (UIPP), l'Association de coordination des techniques agricoles (ACTA), le Service de la protection des végétaux et l'Organisation internationale de lutte biologique (OILB), entre autres •

(\*) Dose qui tue statistiquement 50% des animaux soumis au toxique.

## Perceptions de l'environnement par Philippe Collomb, France Guérin-Pace et Martine Berland

L'Institut national d'études démographiques (INED) a procédé en 1992, à la demande du ministère de l'Environnement (\*), à une enquête sur « la population, l'espace de vie et l'environnement » qui permet d'étudier les représentations associées au mot « environnement », ainsi que les savoirs et opinions en matière de ressources naturelles. L'importance de l'échantillon - 4 719 questionnaires - permet de distinguer les populations selon le cadre de vie, géographique ou social dans lequel elles évoluent. Ainsi les populations rurales et urbaines sont partagées en « zones littorales », « de montagne » et de « plaine », les grandes villes en « zones centrales » et « zones périphériques ». Le questionnaire décrit aussi :  
 - les biographies familiales, résidentielles et professionnelles ;  
 - l'espace de vie, constitué en particulier du tenitoire pratiqué à pied autour de la résidence principale, des lieux de travail, de loisir, de vacances... ;  
 - les comportements usuels liés à la vie professionnelle, les habitudes de consommation, l'utilisation du temps libre et des loisirs ;  
 - la pratique associative et quelques options politiques.

Trois questions sous-tendaient l'organisation du questionnaire : l'environnement est-il perçu comme fait de nature ou comme fait de société ? Cet état de chose s'impose-t-il comme intangible ou est-il considéré comme modifiable ? Si une action est possible, est-elle du ressort de la collectivité ou de l'individu ?

### La nature ou les gens ?

« Selon vous, l'environnement, c'est plutôt "la nature" ou plutôt "les gens" ? Dans cette alternative, la nature domine nettement, à 59% contre 23%. Il reste 8% de personnes qui déclarent que, pour elles, l'environnement c'est à la fois la nature et les gens. Chez les cadres supérieurs, l'écart entre les deux réponses est d'ailleurs moins marqué. Quand on présente une liste de mots et qu'on demande lesquels

« semblent liés à la notion d'environnement » il y a certes unanimité (98%) pour le mot « nature », mais il ne s'agit pas du tout de la conception romantique d'une nature vierge, d'avant l'intervention de l'homme.



En effet, 95% des enquêtes sont d'accord avec l'idée que « les hommes et les femmes font partie de la nature ». Ainsi l'environnement ne peut être confondu avec l'espace naturel, mais doit être compris comme un milieu en interaction avec la société, qui en fait partie intégrante.

A la question « Selon vous, l'environnement, c'est plutôt collectif ou plutôt individuel ? » la réponse « collectif » l'emporte à 74%, contre 18% pour « individuel » et 9% pour les deux à la fois. A la question, inspirée de Fontenelle, « l'homme doit-il utiliser sans exception toute la terre, le fond des océans, la haute atmosphère ? », 84% des personnes interrogées ont répondu « non » et affirmé, ceci expliquant probablement cela, que « l'homme a le pouvoir de perturber définitivement l'état de la nature ». Une faible minorité (10%) pense que la nature peut se rétablir d'elle-même.

Mais un problème collectif ne relève pas forcément de la collectivité nationale. Seule une minorité pense que « la préservation de l'environnement relève plutôt des pouvoirs publics ». De même, quand on demande si « la préservation de l'environnement est plutôt une question de règle à imposer aux gens, ou plutôt une question de solidarité entre les gens », la solidarité l'emporte chez 56% des enquêtes. L'opinion inverse (règles à imposer) est un peu plus répandue aux plus hauts niveaux de revenus : 39% parmi le tiers des plus hauts revenus contre 28% parmi le tiers des plus faibles revenus.

Une très grande majorité, 82%, et en particulier les plus jeunes, perçoivent la situation de l'environnement comme « réellement inquiétante ». Seulement 15%, plutôt des personnes âgées, pensent qu'on exagère la gravité des problèmes de l'environnement.

Fait intéressant pour le démographe, une grande majorité des Français pensent que « les fortes concentrations de populations sont à l'origine de dégradations de l'environnement » : 57% sont tout à fait d'accord et 33% plutôt d'accord avec cette affirmation. Un quart de la population va jusqu'à leur attribuer des « dégradations de la santé tout à fait graves », comme pour le bruit. Mais les pollutions de l'air ou de l'eau sont jugées beaucoup plus sévèrement (tableau I)

**Tableau I : Selon vous, est-ce que les dégradations de la santé...**

Provoquées par :	sont			
	tout à fait graves	plutôt graves	plutôt pas graves	pas du tout graves
les fortes concentrations de populations (en %).	26	48	20	5
les pollutions de l'air (gaz ou poussières)(en %)	64	33	2	0
les bruits de l'environnement(en %)	25	51	20	3
les pollutions de l'eau (en %).	65	31	3	0

1% des enquêtés n'a pas répondu à chaque question.

Nuance importante cependant, on discerne plutôt dans l'environnement une « question de qualité de vie » (54%) et moins « une question de survie » (38%). La première proportion atteint 61% chez les cadres et les ménages aux revenus les plus élevés.



Les effets sur le patrimoine naturel dus à la croissance démographique et aux pratiques alimentaires qu'elle induit sont, de l'avis des spécialistes, le point noir des liens entre la densité de population et le capital en ressources naturelles. Mais ils ne pouvaient être abordés dans une telle enquête, les populations en étant très informées. Tout au plus note-t-on que l'affirmation « la forte fréquentation touristique peut provoquer la disparition d'espèces animales et végétales rares » est approuvée par la grande majorité des Français (61% tout à fait d'accord, 26% plutôt d'accord).

### Importance du cadre de vie local

L'enquête reposait sur une hypothèse forte de différenciation des représentations selon le cadre géographique. Mais les résultats sont étonnamment homogènes, si l'on s'en tient à des critères macro-géographiques. Ainsi jouent peu le caractère rural ou urbain de l'habitat, la situation régionale nord, sud ou centre de la France, le cadre géomorphologique littoral, de montagne, ou de plaine. Cette relative uniformité suggère que le débat médiatique et les mobilités géographiques ont nivelé les différences liées à l'expérience que chacun a de son propre cadre de vie.

De même, aucune différenciation forte n'apparaît quant à la sensibilité au risque de disparition des espèces animales ou végétales rares du fait d'une fréquentation touristique excessive. On note seulement une sensibilité un peu plus prononcée des citadins, en particulier pour les populations péri-urbaines ce qui engage à analyser l'enquête au niveau « local fin ».

On entrevoit cependant des différences portant sur les difficultés d'ordre social, telle que la violence et la sécurité quotidienne, que les citadins et banlieusards associent plus volontiers que les ruraux à la notion d'environnement (tableau II). Ceci recoupe l'association de l'environnement aux « gens » plutôt qu'à la « nature ».

**Tableau II : Les mots liés à l'environnement selon la localisation de la résidence.**

Voici une liste de noms, lesquels vous semblent liés à la notion d'environnement ?	Proportions de réponse « oui » selon la réponse à la question : « votre logement se trouve-t-il ? »								Ensemble en %
	Très grande ville	Périphérie (très grande ville)	Autre grande ville	Périphérie (autre grande ville)	Ville plus petite	Bourg ou village	Cam-pagne	Cam-pagne (maison isolée)	
Nature	97	97	97	97	98	99	97	98	98
Campagne	94	86	98	92	92	96	97	95	93
Odeur agréable	81	83	80	82	83	84	85	83	83
Maison	71	72	73	68	74	76	74	69	74
Sécurité quotidienne	66	61	63	52	69	64	64	49	64
Odeur désagréable	68	63	62	55	64	62	62	61	63
Ville	74	67	69	57	60	50	48	40	58
Violence quotidienne	53	48	44	46	43	39	37	35	43
Maladie	20	22	33	28	31	28	33	30	28

Pour la moitié au moins de la population, la sécurité quotidienne fait partie du langage de l'environnement, quelles que soient les régions ou les catégories géographiques considérées. Mais c'est encore plus net quand l'environnement humain l'emporte sur l'environnement physique. Les mots ville, violence quotidienne, danger, maladie, bruit sont plus fréquemment associés aux problèmes d'environnement par ceux qui lient l'environnement aux « gens » que par ceux qui le lient à la « nature » (tableau III). De façon cohérente, les personnes interrogées se déclarent d'autant plus favorables aux contrôles d'identité qu'elles associent les questions d'environnement et de sécurité quotidienne (tableau IV).

**Tableau III. Fréquences de réponses « OUI » à la question « Voici une liste de noms. Lesquels vous semblent liés à la notion d'environnement ? » selon la réponse à la question : « Selon vous, l'environnement c'est plutôt la nature, ou plutôt les gens ? »**

	C'est plutôt la nature	C'est plutôt les gens	Ensemble en %
Nature	98	96	98
Silence	81	78	81
Maison	72	73	74
Bruit	61	71	65
Sécurité quotidienne	59	67	64
Ville	51	64	58
Danger	39	50	45
Violence quotidienne	36	49	43
Maladie	23	34	29

Cet examen rapide des premiers résultats confirme donc ce jugement déjà ancien : « Ce qui compte, ce n'est pas les milieux écologiques, c'est l'idée que les hommes s'en font. Les hommes, ou plutôt la civilisation à laquelle ils appartiennent » (\*\*). Mais déjà se déplace sensiblement le centre de gravité des problèmes d'environnement, tels

qu'ils sont perçus par la population, des questions écologiques d'équilibres naturels vers les questions sociales de cohabitation quotidienne. Les dépouillements ultérieurs permettront de nombreux approfondissements •

**Tableau IV. Sécurité quotidienne et environnement**

Question 1 : Les contrôles d'identité sont indispensables ?	Le mot sécurité vous semble-t-il lié à la notion d'environnement ? (proportion de « oui », selon la réponse à la question 1)	
Tout à fait d'accord	41	71
Plutôt d'accord	33	63
Plutôt pas d'accord	14	55
Pas du tout d'accord	10	51
Ensemble	100	64

Article repris de *Population & Sociétés*, bulletin mensuel d'informations de l'Institut national d'études démographiques de juin 1993, n°280, avec l'aimable autorisation de la revue et des auteurs.

(\*) Mission des Sciences sociales de la direction de la Recherche et des Affaires économiques internationales (DRAEI, ex SRETIE). L'enquête a été effectuée à l'INED sous la direction de Philippe Collomb, par Pascal Arduin et France Guérin-Pace, avec la collaboration de Jeanine Besse et la participation de Sandrina Deneuchatel, Jean-Marie Firdion, Suzanne L'Helgoual'ch, et Benoît Riandey, à l'époque responsable du service des enquêtes.

(\*\*) P. Gourou, 1955. *Remarques sur les régions écologiques*. Ann. Biol., 51.